



Allemagne

Les grands axes de développement des régimes de retraite

Le contrat de coalition (2021-2025) entre le Parti social-démocrate (SPD), le Parti écologiste (Die Grünen) et le Parti libéral (FDP) dresse les grands axes de développement des régimes de retraite en Allemagne :

- le niveau minimum des pensions fixé à 48 % du salaire moyen allemand restera stable ;
- l'âge légal de départ à la retraite fixé à 67 ans ne sera pas relevé ;
- au cours de la prochaine législature, le taux de cotisation à la caisse de retraite ne dépassera pas 20 % (il est actuellement de 18,6 %) ;
- la « garantie des pensions » (*Rentengarantie*), qui empêche une baisse des pensions lorsque le salaire moyen baisse, mise en place en 2020 face à la crise sanitaire, ne sera pas prolongée. En termes de financement de l'assurance vieillesse, l'Allemagne envisage un recours à une capitalisation partielle de l'assurance pension légale et une couverture d'office pour les travailleurs indépendants.

Des tensions liées à la pénurie de main-d'œuvre et au vieillissement démographique

Selon l'Agence fédérale pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit, BA), les offres d'emploi déposées par les entreprises en Allemagne ont progressé en octobre 2021 (+ 5 000 sur un mois). Le nombre d'offres d'emploi vacantes (809 000 en stock) dépasse le niveau d'avant la crise sanitaire. L'offre d'emploi totale (incluant aussi les offres non déposées auprès de l'agence) affichait une forte hausse, atteignant 1,16 million dès le deuxième trimestre (+ 271 000 ou + 30 % sur un an).

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée est relevée de façon récurrente dans les enquêtes récentes. Selon la BA, l'Allemagne aurait besoin d'environ

400 000 immigrants par an, « une immigration ciblée pour combler les besoins sur le marché du travail », soit nettement plus que les années précédentes.

Légalisation du cannabis à usage récréatif pour les adultes

Bientôt un projet de loi sur la légalisation outre-Rhin du cannabis à usage récréatif pour les adultes. Le contrat de coalition entre les trois partis formant le nouveau gouvernement fédéral allemand précise l'objectif d'une libéralisation de la vente de cannabis : « Nous introduisons la commercialisation contrôlée de cannabis aux adultes à des fins récréatives dans des magasins sous licence. Cela permettra d'en contrôler la qualité, afin d'empêcher la distribution de substances contaminées, et d'assurer la protection de la jeunesse. Nous étudierons après quatre ans les conséquences de la loi sur la société. Nous mettrons en place et développerons des modèles de contrôle des substances, et des mesures de réduction des dommages. » Il s'agit là des grandes lignes, les détails seront précisés par le futur gouvernement dans le cadre d'un projet de loi.

CHRISTINE JACOB, CAS À BERLIN



Danemark

La nouvelle loi de finances accorde davantage de moyens à la santé

Le 6 décembre 2021, le gouvernement danois a présenté sa nouvelle loi de finances, votée et approuvée par le Parlement (le Folketing) après des semaines de débat. Des moyens conséquents ont été accordés au secteur de la santé, davantage sous pression depuis la crise du coronavirus. Trois mesures retiennent notamment l'attention.

- Mise en place d'un plan d'investissement urgent et temporaire de 1 milliard de couronnes

(135 millions d'euros), nommé « paquet hiver », à destination des services de santé du pays. Les fonds accordés permettront notamment une augmentation du salaire du personnel de santé, en particulier pour les infirmières. L'objectif affiché est de réduire la pression sur le système hospitalier, accentuée par le Covid-19, en rendant plus attractif les métiers du secteur de la santé et en offrant plus de moyens au personnel déjà en poste. À noter que le gouvernement a insisté sur le caractère temporaire de la mesure, l'augmentation des salaires n'étant pas pérenne, car en contradiction avec le modèle danois de fixation des salaires basé sur la négociation collective avec les partenaires sociaux.

- Gratuité des soins dentaires pour tous les jeunes Danois entre 18 et 21 ans. Avec un budget de 350 millions de couronnes (47 millions d'euros) sur un minimum de quatre ans, l'objectif de la mesure est d'inciter cette catégorie de population à se rendre chez le dentiste après avoir atteint la majorité. Les jeunes Danois ayant tendance à « fuir » les cabinets dentaires à l'âge de payer eux-mêmes leurs soins.

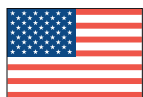
- Amélioration des conditions d'accueil en maternité via le recrutement de sages-femmes et la possibilité pour les mères de rester plus longtemps à l'hôpital. La mesure sera supportée par un budget de 100 millions de couronnes (13 millions d'euros) sur l'année 2022, qui sera progressivement porté à 150 millions de couronnes (20 millions d'euros).

Les entreprises peuvent exiger de la part de leurs salariés un « coronapas » valide

Alors que de plus en plus d'entreprises danoises exprimaient leur souhait d'obliger leurs employés à disposer d'un « coronapas » valide, face à la remontée de l'épidémie, le gouvernement a convoqué en novembre 2021 des négociations tripartites avec la Confédération des employés et la Confédération des employeurs pour traiter de cette question. Les négociations ont débouché sur la possibilité pour les entreprises d'exiger

le « coronapas ». En complément de la mesure, l'employeur peut également exiger de ses employés qu'ils se soumettent à des tests durant leurs heures de travail, une indemnité financière devant être versée si ceux-ci devaient être réalisés en dehors du temps de travail. L'accord a été voté par le Parlement le 25 novembre 2021 et a pris effet dès le lendemain.

ERIC TROTTMANN, CAS RÉGIONAL À STOCKHOLM,
PIERRE PERARD, ADJOINT À COPENHAGUE



États-Unis

Un an après le début de sa mise en œuvre, la publicité des prix hospitaliers reste partielle

Un an après l'entrée en vigueur de règles fédérales sur l'obligation pour les hôpitaux de rendre leurs tarifs publics, plusieurs grands groupes hospitaliers de dimension nationale ne l'ont pas encore fait, sans être sanctionnés. Les amendes, d'un maximum de 100 000 dollars par hôpital, vont être significativement augmentées cette année. Selon des *start-up* spécialisées dans le domaine, 51 % des hôpitaux auraient déjà publié ces informations. Selon les Centers for Medicare and Medicaid Services, aucun hôpital n'avait cependant été sanctionné à la fin décembre 2021, 335 auraient reçu un avertissement et moins d'une centaine ont dû produire un plan d'action. La plupart des structures hospitalières réticentes plaident un risque concurrentiel et la difficulté technique de rendre publiques et d'actualiser ces informations. Les règles en vigueur prévoient deux fichiers : un comprenant le tarif de 300 procédures programmables ; un autre contenant tous les autres tarifs. Les hôpitaux ont des centaines de tarifs liés aux accords particuliers signés avec chaque assureur, les tarifs les plus élevés concernant les personnes sans assurance ou avec une assurance limitée.

BENOÎT SEVCIK, CAS À WASHINGTON



Royaume-Uni

Délais d'attente inquiétants pour l'admission à l'hôpital

Pendant le mois de novembre 2021, 10 646 personnes ont dû attendre plus de douze heures dans des hôpitaux anglais entre le moment où la décision de les admettre à l'hôpital a été prise et le moment où ils ont été officiellement admis pour un traitement. Ce nombre était de 7 059 le mois précédent ; les chiffres de novembre sont les plus élevés depuis août 2010, lorsqu'ils ont commencé à être enregistrés par le National Health Service (NHS). Ils donnent une représentation inquiétante de la surcharge à laquelle font face les hôpitaux en Angleterre. Près de 6 millions de personnes sont actuellement en attente de démarrage d'un traitement hospitalier.

Nouvelle stratégie de lutte contre la consommation de drogues

Le gouvernement britannique a annoncé le 7 décembre la mise en place d'une nouvelle stratégie sur dix ans de lutte contre la consommation de drogues. Ce plan inclut deux types de mesures.

- Lutte contre la circulation de drogues dans les prisons, qui devront remplir un objectif de test des prisonniers et seront équipées de scanners de haute qualité ;
- Lutte contre la consommation de drogues chez les particuliers. Les mesures visent particulièrement les individus issus de la classe moyenne, pour qui la consommation de drogue représenterait un « style de vie ». Le plan prévoit à la fois un volet répression et prévention à travers la systématisation des tests par les agents de police, l'éventuel retrait du passeport ou du permis de conduire pour les consommateurs, une diminution des réseaux de passage de drogues allant des villes aux zones rurales (*county lines*) et davantage de financements pour les programmes de désintoxication.

MARGUERITE MOLEUX, CAS À LONDRES



Suède

Les sages-femmes se mobilisent en masse sur fond de protestations énergiques

Le 3 novembre 2021, 450 sages-femmes de la région de Stockholm ont manifesté en raison des démissions massives et de la situation actuelle des soins de maternité. Les revendications portent sur les conditions de travail et les rémunérations (bien supérieures cependant à celles de leurs collègues françaises), moins attractives que pour les sages-femmes qui exercent dans des centres de consultations de grossesse et de suivi de maternité privés. Ces dernières semaines, une centaine de sages-femmes ont déposé leurs préavis de démission. Les soins de maternité à Stockholm recevront 100 millions de couronnes suédoises (10 millions d'euros) supplémentaires par an, pour que la région parvienne à tenir sa promesse de fournir une sage-femme par naissance.

ERIC TROTTMANN, CAS RÉGIONAL À STOCKHOLM